



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL SPECIAL DES ACTES
ADMINISTRATIFS N°7**

Publié le 14 janvier 2021



| | |
|--|-----------|
| CABINET..... | 3 |
| Bureau de la Réglementation de Sécurité..... | 3 |
| - Arrêté préfectoral n° CAB-SIDPC-2021-12 en date du 13 janvier 2021 portant mesures réglementaires visant à lutter contre la propagation du virus de la COVID-19 dans le Pas-de-Calais..... | 3 |
| DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL..... | 10 |
| Pôle de l'Appui Territorial - Mission Contentieux des Politiques Publiques..... | 10 |
| - Arrêté n°2021-40-04 en date du 11 janvier 2021 relatif à la liste des agents composant le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Pas-de-Calais..... | 10 |

CABINET

BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION DE SÉCURITÉ

- Arrêté préfectoral n° CAB-SIDPC-2021-12 en date du 13 janvier 2021 portant mesures réglementaires visant à lutter contre la propagation du virus de la COVID-19 dans le Pas-de-Calais.



Arrêté n° CAB-BRS-2021-12

Arrêté préfectoral portant mesures réglementaires visant à lutter contre la propagation du virus COVID-19 dans le département du Pas-de-Calais.

LE PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques
Chevalier du mérite agricole

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 3131-15 et L.3136-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu le code pénal ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret modifié n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret modifié n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales pour faire face à l'épidémie de Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1er ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant la nomination de M. Louis LE FRANC, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'avis du directeur général de l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant qu'en l'état actuel des connaissances, le virus peut se transmettre par gouttelettes respiratoires, par contacts et par voie aéroportée, et que, d'autre part, les personnes peuvent être contagieuses sans le savoir ;

Considérant que, si le risque de contamination est moindre en plein air, il existe la possibilité qu'un aérosol contenant des virus soit inhalé avec une charge infectante suffisante ou qu'une transmission par gouttelettes ait lieu en cas de forte concentration de population ;

Considérant que le département du Pas-de-Calais connaît une situation épidémiologique difficile, caractérisée par l'importance du taux d'incidence, du taux de positivité, du nombre d'hospitalisations, du nombre de personnes hospitalisées en secteur de réanimation et du nombre de morts à l'hôpital pour cause de Covid-19 ;

Considérant que le taux de positivité des tests de dépistages reste élevé et s'établit désormais à 6 % ;

Considérant que, sur la période du 03 au 09 octobre 2020, le département du Pas-de-Calais présente un taux d'incidence de 150,1 cas pour 100.000 personnes ; que ce taux est largement supérieur au niveau d'alerte et de vigilance (50 cas pour 100.000 personnes) et qu'il a été multiplié par plus de 9 en sept semaines (il atteignait 16,66 cas pour 100 000 personnes le 31 août, 64,6 cas pour 100.000 personnes le 7 septembre 2020, 89 cas pour 100.000 personnes le 14 septembre, 89,6 cas pour 100.000 personnes le 21 septembre 2020), 166,3 cas pour 100 000 personnes le 14 octobre 2020 et 247,8 cas pour 100.000 personnes le 17 octobre 2020 ; que ce taux d'incidence s'établit à 129 cas pour 100 000 personnes au 06 janvier 2021 ;

Considérant que l'ensemble des établissements publics de coopération intercommunale du Pas-de-Calais se situent au niveau ou au dessus du seuil d'alerte de 50 cas pour 100.000 personnes ;

Considérant que 7 établissements publics de coopération intercommunale ont un taux d'incidence supérieur à 150 cas pour 100.000 personnes et 11 sont situés entre 75 et 150 cas pour 100 000 personnes ;

Considérant que Santé Publique France recensait, le 31 août 2020, 90 personnes hospitalisées pour cause de Covid-19 dans le Pas-de-Calais, dont 9 personnes en soins de réanimation ; que le total des hospitalisations pour cause de Covid-19 est de 190 personnes le 14 octobre 2020 dont 22 personnes placées en réanimation ; qu'au 6 janvier 2021, 527 patients sont accueillis dans les services hospitaliers conventionnés, dont 66 en service de réanimation ;

Considérant que le nombre des décès à l'hôpital pour cause de Covid-19 reste élevé ;

Considérant que les rassemblements festifs ou familiaux rassemblant un nombre important de personnes sont des événements susceptibles de constituer des clusters épidémiques et ainsi d'accélérer la propagation du virus de la Covid-19 ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public favorisant les rassemblements et, par la suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à dégrader les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées.

Sur la proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du Pas-de-Calais,

ARRÊTE

Article 1 : La liste des rues piétonnes et/ou lieux commerçants et/ou sites très fortement fréquentés où toute personne âgée de onze ans et plus doit porter un masque de protection figurant en annexe de l'arrêté CAB BRS 2021 07 du 11 janvier 2021 est abrogée et remplacée par celle figurant en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais jusqu'au lundi 8 février 2021 minuit.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilité à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Conformément aux dispositions du code de la santé publique susvisé, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : Le directeur de cabinet du Préfet du Pas-de-Calais, le directeur général de l'agence régionale de santé des Hauts-de-France, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, les maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais et dont une copie sera transmise aux procureurs de la République du département du Pas-de-Calais.

Fait à Arras, le 13 JAN. 2021

Le Préfet,


Louis LE FRANC



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe à l'arrêté n° CAB-BRS-2021-12

Liste des rues soumises à l'obligation du port du masque

Arrondissement d'Arras

Commune d'Arras :

- Place des Héros
- Rue des Balances
- Rue de la Housse
- Rue de la Taillerie
- Rue Ronville
- Rue Wasquez Glasson

Arrondissement de Béthune

Commune de Béthune :

- Totalité de l'espace public

Arrondissement de Boulogne-sur-Mer

Commune de Boulogne-sur-Mer :

- Jetée Nord-Est
- Place Godefroy de Bouillon
- Place Dalton (partie basse piétonne)
- Place Frédéric Sauvage
- Rue du Doyen
- Rue de Lille (partie piétonne)
- Rue Monsigny
- Rue Thiers
- Rue Victor Hugo

Commune d'Audinghen :

- Belvédère et site du cap Gris-Nez

Commune de Neufchâtel-Hardelot :

- Avenue de la Concorde
- Avenue d'Éole
- Avenue François 1^{er} dans sa portion comprise entre l'avenue des Courtilles et la rue des Anglais
- Place de Bournonville
- Place de la Concorde
- Boulevard de la Mer

Commune de Wimereux :

- Rue Carnot
- Digue
- Plage

Arrondissement de Calais

Commune de Calais :

- Totalité de l'espace public

Commune de Coulogne :

- Totalité de l'espace public

Commune de Sangatte :

- Digue Gaston Berthe
- Digue de Sangatte

Arrondissement de Lens

Commune d'Hénin-Beaumont :

- Place Carnot
- Place Jean Jaurès
- Place de la République
- Place Wagon

Commune de Lens :

- Boulevard Basly
- Rue de la gare
- Place du Général de Gaulle
- Place Jean Jaurès
- Rue de Lanoy
- Rue du Maréchal Leclerc
- Rue de la Paix
- Rue de Paris

Commune de Liévin :

- Place Gambetta
- Rue François Courtin
- Rue Jean-Baptiste Defermex
- Rue Victor Hugo (jusqu'à la place Gambetta)

Arrondissement de Montreuil-sur-Mer

Commune de Berck :

- Esplanade Maritime
- Esplanade Parmentier
- Promenade du Professeur Jean Debeyre (dans sa partie comprise entre l'avenue Saint-Exupéry et le chemin aux Raisins)
- Place de l'Entonnoir (secteur compris entre l'Esplanade Maritime, l'avenue Marianne Toute Seule et l'avenue Francis Tattegrain)
- Rue Carnot
- Rue du Grand Hôtel (partie sise dans le prolongement de l'esplanade Parmentier et située en façade maritime/dunaire)

Commune de Cucq-Stella-Plage :

- Boulevard de la Mer

Commune d'Étaples :

- Espace délimité par le boulevard de l'Impératrice (dans sa partie comprise entre le rond-point du Pont Rose et le centre nautique) jusqu'au Quai Napoléon 1^{er}

Commune de Merlimont :

- Avenue de la Plage
- Boulevard de la Manche

Commune du Touquet-Paris-Plage :

- Espace délimité par le boulevard Jules POUGET (dans sa partie comprise entre l'avenue de Verdun et la rue Joseph Duboc) jusqu'au front de mer
- Avenue Saint Jean
- Rue de Londres (partie sise entre la rue Saint Louis et la rue de Bruxelles)
- Rue de Metz (partie sise entre la rue Jean Monnet et rue de Bruxelles)
- Rue de Paris (partie sise entre la rue Saint Louis et la rue de Bruxelles)
- Rue Saint Jean
- Route en Corniche

Arrondissement de Saint-Omer

Commune de Saint-Omer :

- Totalité de l'espace public

Commune de Longuenesse :

- Chemin du Fonds Cailloux

Commune de Saint-Martin-lez-Tatinghem

- Place Cotillon-Belin
- Rue de Calais
- Avenue Joffre

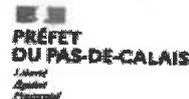
Commune d'Arques :

- Place Roger Salengro

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL**

PÔLE DE L'APPUI TERRITORIAL - MISSION CONTENTIEUX DES POLITIQUES PUBLIQUES

- Arrêté n°2021-40-04 en date du 11 janvier 2021 relatif à la liste des agents composant le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Pas-de-Calais



Arrêté n° 2021- 40-04 relatif à la liste des agents composant le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Pas-de-Calais

Le préfet du Pas-de-Calais, le directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais,

VU le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre et notamment son article 13 ;

VU l'arrêté n° 2020-019 du 17 décembre 2020 portant organisation de la délégation régionale académique et des services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports de la région académique Hauts-de-France ;

VU les effectifs communiqués par la directrice départementale de la cohésion sociale du Pas-de-Calais et la secrétaire générale de la direction des services départementaux de l'éducation nationale du Pas-de-Calais ;

CONSIDÉRANT les missions transférées au service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports et les agents qui les exercent ;

SUR proposition du préfet et de l'inspecteur académique, directeur académique des services de l'éducation nationale du Pas-de-Calais,

ARRÊTENT :

ARTICLE 1 :

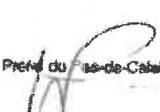
La liste des agents composant le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Pas-de-Calais au 1^{er} janvier 2021, prévue par l'article 13 du décret susvisé, est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Le secrétaire général de la préfecture et la secrétaire générale de la direction des services départementaux de l'éducation nationale sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.


Le Directeur académique des services
De l'éducation nationale du Pas-de-Calais,

À Arras, le 11 janvier 2021


Le Préfet du Pas-de-Calais
Louis ME FRANCO

Annexe à l'arrêté n° 2020-xxx relatif à la liste des agents composant le service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports du Pas-de-Calais

| Agents titulaires | Corps d'appartenance | Service de provenance |
|------------------------------|---|-----------------------|
| CHIVET Chantal | Secrétaire administratif | DDCS du Pas de Calais |
| DA COSTA HERMIGNIES Nathalie | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |
| DEFFONTAINE Philippe | Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse | DDCS du Pas de Calais |
| DELAY-STEC Sylvie | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |
| DEMANZE Loïc | Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse | DDCS du Pas de Calais |
| DEREGNAUCOURT Isabelle | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |
| KICIEN Séverine | Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse | DDCS du Pas de Calais |
| LOSETO Emilie | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |
| RODIER Patrick | Inspecteur de la jeunesse et des sports | DDCS du Pas de Calais |
| SERIS Laurent | Professeur de sport | DDCS du Pas de Calais |
| SEYS Nathalie | Secrétaire administratif | DDCS du Pas de Calais |
| SIKORSKI Aurélie | Secrétaire administratif | DDCS du Pas de Calais |
| SURELLE Sabine | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |
| SZYBURA Caroline | Adjoint administratif | DDCS du Pas de Calais |

| Agents non titulaires | Type de contrat | Service de provenance |
|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| CARIDROIT Justine | Apprentissage | DDCS du Pas de Calais |

| | | |
|---------------------|---|-----------------------|
| CORBEAU Elise | Apprentissage | DDCS du Pas de Calais |
| SERNICLAY Catherine | Article 6 quinquès de la loi du 11 janvier 1984 | DDCS du Pas de Calais |